

# **FORUM DES OPPORTUNITES D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT A DJIBOUTI**

***3 novembre 2007, Kempinski Hôtel***

Une conférence sur les opportunités d'investissements à Djibouti a été organisée au Kempinski Palace le 3 novembre 2007. Plusieurs responsables du Port, de la zone franche, de la lutte contre la pauvreté, et enfin de l'élevage ont fait leurs présentations dont voici un résumé succinct.

## **SESSION I : CLIMAT DES INVESTISSEMENTS A DJIBOUTI**

### **RESUME DE LA PRESENTATION DE LA STRATEGIE DU DEVELOPPEMENT DU PORT ET DE LA ZONE FRANCHE**

***Mme Zeinab Ali, Directrice de la Zone Franche***

Mme Zeinab Kamil Ali, Directeur de la Zone Franche a fait une brève intervention en rappelant la période de la crise économique qu'a connue notre pays depuis la décennie 90. Les Institutions de Brettons Woods sont intervenues en mettant en œuvre un programme d'ajustement structurel en 1996 afin de rétablir l'équilibre des agrégats macroéconomiques du pays.

Par la suite la Directrice a présenté les opportunités du commerce à Djibouti : les investissements importants portés sur le projet du port de Doraleh vont permettre de faire en sorte que Djibouti constitue une plaque tournante de premier ordre dans l'espace économique national et régional.

Elle a par la suite poursuivi en affirmant que le Terminal pétrolier opère depuis le 12 Septembre 2005 : Il est constitué de 2 quais pétroliers, l'un de 80 000 de tirant d'eaux et l'autre de 30 000 de tirant d'eaux. Le Port respecte les strictes règles de standard international de sécurité et de l'environnement. Avec un total de capacité de 370 000 m<sup>3</sup>, il peut charger plus de 200 camions par jours. Le Terminal à conteneurs de Doraleh dispose d'un quai 2000 m d'espace et d'une capacité de 1500 000 TEU lui permettant d'avoir une capacité de réception de 10 000 à 12 000 conteneurs. Il donne une opportunité commerciale avec sa position géostratégique qui répond aux axes de développement régional.

Enfin, la Directrice a présenté l'environnement attractif pour les investissements. Le partenariat JAFZA international offre une expertise de ménagement de la zone franche. Il a 20 ans d'expérience dans le développement, de ménagement et de l'administration de la zone franche. C'est un partenaire potentiel avec 5000 compagnies originaires de 120 pays opérant au sein de Jebel Ali. Par la suite, le Directrice a présenté le code de la zone franche qui donne toutes les facilités fiscales aux profits des investisseurs étrangers.

## **RESUME DE LA PRESENTATION DE L'AGENCE NATIONALE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS**

### ***Ali Bahdon, Directeur de l'ANPI***

Monsieur Ali Bahdon, Directeur de l'Agence Nationale pour la Promotion des Investissements a fait une présentation du rôle de l'ANPI et les avantages de l'environnement des affaires et des opportunités d'investissement à Djibouti : L'ANPI est en charge de la mise en œuvre de la politique d'investissement et de l'exécution du code des investissements.

Le Directeur a par la suite présenté les principaux avantages fiscaux du Code des investissements, caractérisés entre autres, par l'exemption de nombreuses taxes, etc.

Le Directeur a rappelé que l'Agence constitue le guichet unique en matière d'enregistrement de nouvelles sociétés. Les opportunités d'investissement portent actuellement sur l'Agriculture et l'Elevage, L'Eau, l'Energie, le Transport et la logistique.

Pour garantir les investissements contre tous risques politiques et commerciaux, le Gouvernement a marqué une nouvelle étape dans le renforcement de l'attractivité de Djibouti en devenant membre de la MIGA (Multilatéral Investissement Garantie Agency) et la SIACE (Société Islamique d'Assurance du Commerce Extérieur)

### **Questions/débats**

Le Président de la Chambre de Commerce et d'industrie, M. Saïd Omar, a pris la parole et a déploré le manque d'informations sur le financement de la Banque Islamique de Développement, notamment les possibilités de financement portant sur secteur privé. Il a appelé par ailleurs à ce que la BID intervienne dans le secteur du tourisme.

Le Directeur des Opérations des Investissements du Secteur privé de la BID a rappelé les objectifs de la Société Islamique de Développement du Secteur Privé SIDSP. Cette Société intervient sur toutes les formes de projets qui ont un impact sur le secteur privé. La Société partage les bénéfices et pertes avec le promoteur du projet. Elle apprécie les garanties que les promoteurs leur soumettent. La SIDSP intervient dans les projets à partir de 2 millions USD.

M. Abdourahman Borreh, Président de l'Autorité des Ports et des Zones Franches, a pris la parole et a affirmé que Djibouti a besoin de l'Assistance pour pouvoir réduire le coût de l'Energie. Le coût exorbitant de l'Energie plombe tout développement économique et social. Monsieur Torek Farhadi, Responsable des Investissements SIACE, a répondu qu'un partenariat privé et public est souhaitable pour promouvoir le développement de l'énergie à Djibouti.

Monsieur Ibrahim Hamadou, Directeur Adjoint de la Banque du Commerce et d'Industrie, a affirmé qu'il est plus qu'important de mettre l'accent sur la sensibilisation/communication des investisseurs djiboutiens sur les mécanismes institutionnels et la nécessité d'organiser des activités de promotion.

## **SESSION II : LES OPPORTUNITES D'INVESTISSEMENT DANS LE TRANSPORT ET LES INSTALLATIONS PORTUAIRES**

### **RESUME DE PRESENTATION SUR LES OPPORTUNITES D'INVESTISSEMENT DANS LE TRANSPORT ET LES INSTALLATIONS PORTUAIRES**

#### ***M. Aden Doualeh, Représentant du Gouvernement auprès du Port***

Monsieur Aden Doualeh, Représentant du Gouvernement auprès du Port a affirmé que le Monde assiste à un bouleversement économique mondial depuis les années 1990. Avec la mondialisation, les biens ainsi que les personnes se déplacent facilement grâce au faible coût de transport.

Le Représentant a présenté la nouvelle géographie avec une redéfinition des zones franches, des régions et blocs commerciaux : la mondialisation des marchés a des effets technologiques sur les activités économiques. Nous avons dans le monde trois grands blocs commerciaux a-t-il indiqué

- 1) Bloc américain avec 888 M
- 2) Bloc européen et Russe avec 878 M
- 3) Bloc Asiatique avec 3.395 M

Il a poursuivi en affirmant que la Banque Mondiale prévoit une croissance de 33% entre 2000 et 2010 c'est-à-dire plus de 30 à 40 Millions dollars. En 2050, l'économie mondiale connaîtra une croissance de 400% soit 30 à 132 Milliards. On estime que l'Europe et la Russie réaliseront dans un avenir proche 8 milliards USD d'échanges c'est-à-dire 86.4% des échanges mondiaux. L'autre bloc « nord américaine » accompliront des recettes de 1.26 Milliards soit 13.6% des échanges mondiaux. La projection effectuée pour le commerce maritime jusqu'en 2024 laisse apparaître une progression de 186%.

Pour Monsieur Aden Doualeh, la progression du commerce international pour Djibouti dépendra de trois facteurs :

- 1) des rendements des terminaux de transports multimodaux
- 2) des réductions des coûts.
- 3) de la conformité aux normes de sécurité internationales et environnementales.

Par la suite, le Représentant de l'Etat a commenté l'évolution technique qu'a connue le terminal à conteneurs, depuis la première génération des années 60 et 70 (Idéal X) avec une capacité de 1700 TEU à la cinquième génération Super Post Panamax avec une capacité de 8600 TEU.

Selon le Représentant, Djibouti, avec la construction future du port de Doraleh, jouera un rôle de corridor régional qui reliera toute les grandes villes de l'Afrique de l'est (Addis-Ababa, Asmara, Khartoum).

## **RESUME DE PRESENTATION SUR DP WORLD TERMINAL CONTENEUR DE DJIBOUTI**

### ***Monsieur Aboubaker Omar, Responsable Commercial Terminal Conteneur***

Le Directeur Commercial du Port, M. ABOUBAKER OMAR, a commencé son intervention par une présentation générale des Infrastructures du DP World. En effet, le Port de Djibouti compte 45 conteneurs opérationnels et 9 qui sont en cours de construction (Port de DORALEH).

Le DP World travaille actuellement avec 24 pays recouvrant l'ensemble des 5 continents. M. Aboubaker Omar estime la capacité du terminal à conteneur à 48m TEU « Tonne Equivalent Unité ». DP World emploie 34 000 personnes dans le monde avec plus de 40 nationalités différentes.

Selon le responsable du Port, avec un personnel compétent, des nouvelles installations et des matériels performants, DP World a pu atteindre l'ensemble des objectifs et ainsi réaliser des résultats probants.

Le Directeur commercial a par la suite détaillé l'ensemble des infrastructures installées dans les différents locaux du DP World. Les infrastructures portuaires sont composées de 3 quais pour les vracs solides, 8 quais conventionnels, 2 quais pour les trafics de boutres, un quai RORO, et enfin de 2 quais à conteneurs. Les terminaux composés d'un terminal pétrolier, d'un terminal à conteneur et enfin d'un terminal vraquier. Suite à l'augmentation du trafic du port qui reçoit toutes les marchandises à destination à l'Ethiopie, un nouveau bureau a été crée qui est chargé de gérer les différentes opérations accomplies quotidiennement par les terminaux a conteneurs. Une société chargée

de la réparation et du nettoyage des terminaux a conteneurs est également opérationnelle depuis peu.

En ce qui concerne le Dry Port, le Directeur a précisé que la capacité du conteneur fret station (CFS) est estimée à 6900 mètres carré. Le lieu de dépôt des conteneurs est 2456 aires et celui des parcs de voitures à 140 m<sup>2</sup>. Le Directeur commercial a ensuite commenté les éléments portant sur les équipements et les infrastructures du DRY PORT.

Le Directeur a conclut en mettant en exergue les résultats satisfaisants réalisés par DP World : le 22 juin 2007 avec 45,8 MOVES/h, DP World a réalisé son meilleur résultat depuis 2004.

### **Questions/débats**

A la question de savoir si DP World envisageait d'autres concessions en Afrique, le Directeur commercial du Port a répondu que la stratégie de DP World concernant les nouvelles concessions se négocie entre elle et ses principaux partenaires privés. DP World est appelé à s'étendre.

Le Directeur a répondu également à la question qui portait sur le financement de la BID portant sur une extension de DP World en Afrique en affirmant que c'est possible à condition que l'investissement soit rentable.

## **SESSION III : LE DEVELOPPEMENT DE L'ELEVAGE A DJIBOUTI**

### **RESUME DE PRESENTATION SUR L'ELEVAGE**

*M. Moussa Ibrahim, Directeur de l'Elevage*

Le Directeur a présenté les caractéristiques de l'élevage à Djibouti : le secteur de l'élevage n'est pas très développé à Djibouti en raison des conditions climatiques défavorables (150 mm/an). Sa part dans le PIB ne représente que 3.2% en 2006 et elle connaît qu'une faible amélioration depuis 1999. Malgré cette faible contribution, le secteur agricole et élevage occupe près de 150 000 personnes pour la plupart dans les zones rurales. Pour assurer ces besoins alimentaires, la République de Djibouti a besoin de 13 000 tonnes pour assurer ses besoins en alimentations essentielles. Toutefois, l'avenir semble promoteur pour ce secteur a-t-il affirmé. Le système dominant est pastoral, composé de deux gros axes, le système nomade et sédentaire (Zone rurale) et le système dit nomade (Zone urbaine et périurbaine). Les principales composantes de la production agricole à Djibouti sont : Fruits, Légumes et productions animalières.

Le Directeur a poursuivi en énumérant les contraintes au développement du secteur animal liées, entre autres, à un manque d'infrastructures, à l'insuffisance en matière de service sanitaire et vétérinaire, au manque de ressources humaines compétentes dans le secteur de l'élevage, au pratique de méthodes traditionnelles et coutumières, et à la faible structuration des groupements d'éleveurs pour la commercialisation des produits d'élevage, etc.

La stratégie du Gouvernement a-t-il affirmé porte essentiellement sur l'augmentation des investissements productifs vers ce secteur en impliquant le secteur privé et les institutions internationales comme la BID, également sur l'octroi d'une part importante du budget pour le développement de ce secteur en favorisant la commercialisation et la promotion des produits industrialisés.

En conclusion, le Directeur a informé que les pays de la corne d'Afrique possèdent globalement un cheptel considérable avec en première mire l'Ethiopie et la Somalie. La République de Djibouti constitue un débouché naturel pour les échanges envers les pays importateurs du bétail de la péninsule arabe. Elle possède des atouts considérables pour un développement inter régional du commerce du bétail : position

stratégique, économie libérale, stabilité politique, facilités portuaires, système bancaire adapté, etc. Des programmes d'investissements modernes dans le secteur élevage pourraient permettre à Djibouti d'intégrer facilement le commerce international et en tirer des avantages comparatifs.

## **SESSION IV : LE PROGRAMME DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE URBAINE A DJIBOUTI**

### **RESUME DE PRESENTATION PROJET DE REDUCTION DE LA PAUVRETE URBAINE A DJIBOUTI (PREPUD)**

*Imed Nouri, Consultant BID et Zahra Youssouf, Coordinatrice Programme  
Communautaire ADETIP*

Monsieur Imed Nouri, Consultant de la Banque Islamique pour le PREPUD, a fait une présentation de la philosophie du programme et de sa caractéristique de développement urbain intégré. Les composantes du projet qui sera financé par la BID ont été exposées avec une estimation de leurs coûts d'investissement et de fonctionnement.

C'est un programme territorialisé et intégré, d'une part, et participatif d'autre part :

- les actions sont complémentaires sur un espace défini : infrastructures de base, formation professionnelle et technique, création d'emplois, amélioration des conditions d'habitat et mise en place de services de micro finance ;
- la mobilisation et la participation des bénéficiaires sont indispensables en tant que condition d'émergence d'une dynamique locale de développement pour plus et mieux d'impact.

La partie du PREPUD qui sera financée par la BID ciblera la zone suburbaine de Balbala et en particulier les deux quartiers Ancien Balbala et Bahache, en raison de la pauvreté extrême de leur population.

Mme Zahra Youssouf, Coordinatrice des programmes communautaires de l'ADETIP, a fait une présentation de la mise en œuvre du PREPUD.

Le PREPUD sera mis en œuvre par l'Agence Djiboutienne de Développement Social (ADDS) née d'une fusion de l'ADETIP et du FSD. Cette Agence disposera :

1. d'un Comité de pilotage pour la définition des orientations générales du projet et le suivi de l'exécution des activités
2. d'une agence d'exécution : l'ADDS qui dispose :
  - de modalités opératoires contractualisées dans des conventions appropriées ;
  - de manuels de procédures adéquats (technique, administratif et financier, social et micro finance)
  - d'un système de suivi et de contrôle aussi bien par des institutions étatiques (Inspection générale d'Etat, etc.) que par les bailleurs intervenants (missions de supervision, audits techniques et financiers).

### **Questions /débats**

Lors des questions/débats les conférenciers ont évoqué les problèmes liés au développement mais un secteur n'a pas été soulevé : la question portant sur la création d'infrastructures de formation et d'enseignement technique afin que la main-d'œuvre qualifiée soit opérationnelle lorsque les investisseurs viennent.

Un autre point sensible a été soulevé, décrit comme un fléau social : le khat qui appauvrit les ménages djiboutiens. Le président de séance a fait remarquer que les questions sociales n'ont pas été traitées en profondeur et recommande que le rapport puisse en faire mention.